

**Commission** : Affaires politiques internationales

**Question** : La pénurie des ressources naturelles, source principale des conflits futurs ?

**Auteur** : République de Madagascar

Depuis maintenant plus d'un demi-siècle, Madagascar se trouve au cœur d'une problématique aussi importante que dangereuse : la pénurie des ressources naturelles. Les multiples atteintes à la biodiversité liés aux pressions de l'activité humaine se sont multipliées : défrichement agricole, déforestation, érosion, jusqu'à divisé la superficie forestière par deux. Les conflits mondiaux n'ont fait que s'enchaîner et, la gestion des ressources naturelles en est une des principales raisons. Du fait de leur inégale répartition, les ressources engendrent des conflits, non seulement à une échelle locale mais également à une échelle mondiale, où seuls importent les intérêts de tout un chacun. Nous, communauté mondiale, nous nous devons d'intervenir pour prévenir les conflits futurs en agissant dès aujourd'hui.

La République de Madagascar souhaite avant tout insister sur l'importance de ses ressources naturelles dans le patrimoine mondial, ainsi que des conséquences qu'entraîneraient une pénurie. La mégadiversité biologique de l'île, dont près de 90% des espèces animales et végétales y sont endémiques, a été menacé à maintes reprises par une exploitation des ressources grandissante et une démographie exponentielle. Madagascar étant un des points chauds de biodiversité, les conséquences d'une déforestation devraient d'autant plus susciter l'attention de la communauté mondiale de par l'importance de nos exportations d'essences de bois précieuses, l'ébène et le palissandre par exemple, mais aussi de nos ressources halieutiques.

La République de Madagascar est consciente des conséquences d'une mauvaise gestion des ressources naturelles sur les conflits futurs. Elle en a d'ailleurs été l'une des principales victimes. Les intérêts des autres pays ont été dans le passé favorisé aux dépens du peuple malgache. Cependant, que ce soit contre l'expropriation des ressources agricoles ou l'exploitation du potentiel touristique par des sociétés étrangères, la république de Madagascar a su s'y opposer fermement. L'Etat considère que la souveraineté du peuple passe incontestablement au-dessus de tout, d'autant plus que Madagascar est conscient de l'importance des terres pour le peuple malgache qui en dépend pour vivre.

C'est ainsi que l'État, désireux de prévenir les conflits non plus à une échelle locale uniquement mais aussi à l'échelle mondiale, a entrepris différentes mesures contre la pénurie des ressources naturelles. Avant même le premier Sommet de Rio en 1992, nous avons intégré la problématique environnementale au sein de notre politique nationale par une Charte de l'environnement. Différents ministères ainsi que différentes institutions comme Madagascar National Parks, l'Office National de l'Environnement, ou le Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement ont été fondé pour coordonner les différentes actions. Toutes ces organisations ont permis de freiner la déforestation en protégeant des ressources comme les forêts et réserves naturelles, que l'UNESCO reconnaît d'ailleurs comme patrimoine mondial. Depuis 1990, Madagascar a réitéré son engagement en intégrant l'environnement dans l'enseignement primaire, secondaire, et supérieur pour sensibiliser et former la jeunesse. Egalement, la mise en place des Stratégies et Plans d'Actions Nationaux pour la Biodiversité vise à réparer les dégâts causés par les crises politico-sociales antérieurs et prévoit, conformément à la "Décennie des Nations Unies pour la biodiversité", un ensemble de projet mettant en relation des acteurs gouvernementaux et supranationaux.

Madagascar est conscient du problème majeur de la biopiraterie, conséquence de l'inégale répartition des richesses et cause de nombreux conflits locaux, nationaux, et mondiaux. Nos ressources naturelles sont bien trop souvent victimes de pillages : l'attrait des plantes, principalement endémiques, pour la phytothérapie, ou la rareté des essences de palissandre et d'ébène font de notre île l'une des principales victimes. C'est pourquoi l'Etat s'est engagé, suite à la Convention sur la diversité biologique et au Protocole de Nagoya, à condamner et à combattre quelconque appropriation illégitime de terres ou de ressources. Le peuple malgache, ainsi que tous les peuples du monde, ne peut se voir retirer ce qui lui appartient. Madagascar souligne l'importance des terres ancestrales pour le peuple, partie intégrante de son identité. C'est pour cela que nos ressources ne sont et ne seront jamais à vendre. Nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-

mêmes et de leur territoire et nous ne saurons tolérer toute forme d'ingérence.

Madagascar croit sincèrement qu'il est donc nécessaire de prendre en compte l'opinion de la société civile en l'intégrant à toute prise de décision. L'Etat engage les organisations non-gouvernementales, les entreprises, les collectivités locales, et la population dans son ensemble à travailler conjointement et à participer activement à chaque instance. Madagascar est conscient que l'on ne peut avancer sans former un partenariat solide, tant à l'échelle national qu'internationale. Le pays a pour cela ouvert ses portes aux ONG environnementales comme l'Homme et l'Environnement afin que nous puissions bénéficier de leurs connaissances et de leur expertise. Madagascar a également noué des partenariats avec la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial mais aussi avec des acteurs français, allemands, norvégiens pour bénéficier d'un appui financier et technique.

La République de Madagascar a soutenu chaque initiative de la communauté internationale et continuera de le faire pour toutes celles qu'elle jugera importantes et pertinentes dans la prévention des conflits à venir. L'Etat fait appel à tout pays adhérent aux valeurs des Nations Unies à faire de même et à prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits fondamentaux qui importent à chacun. Madagascar condamne toute inégalité et espère que l'on pourra trouver des solutions concrètes, justes, et pérennes, qui sauront répondre aux problématiques environnementales actuelles.